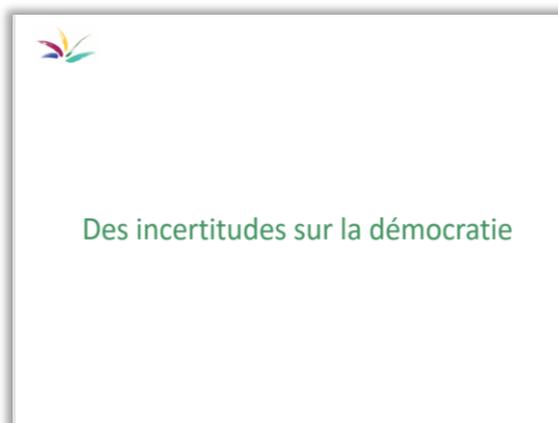


L'enseignement catholique, une richesse pour la démocratie

Etienne Michel

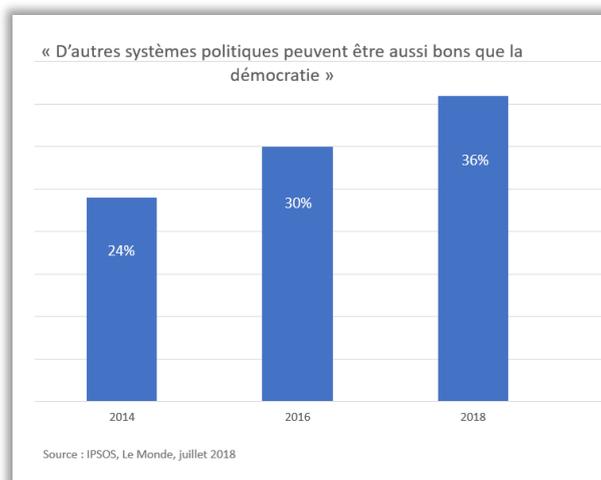
Chers collègues,
Chers amis,

«Et si la crise de la politique avait masqué la crise de la démocratie?» s'interrogeait tout récemment le journal français «Le Monde». Et si, en Belgique, la crise des institutions politiques à laquelle nous sommes tellement habitués contribuait à masquer la crise plus profonde d'une idée qui, en apparence, fait tellement consensus : la démocratie elle-même ?



Le journal de référence français rapporte qu'en 2014, 24 % des Français estimaient que «d'autres systèmes politiques peuvent être aussi bons que la démocratie». C'était déjà très significatif. Ils étaient à 30 % en 2016 et seraient à 36 % aujourd'hui.

Tableau 1 :



Ces données agrégées particulièrement significatives masquent en outre une fracture éducative, culturelle et générationnelle, comme le montrent les tableaux qui suivent.

Tableau 2 :

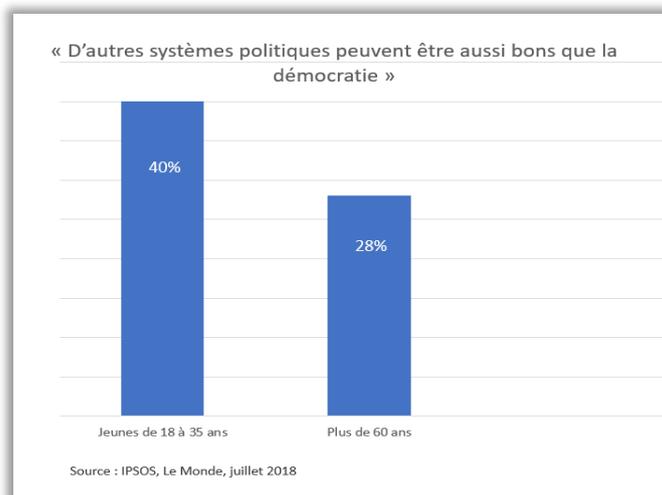
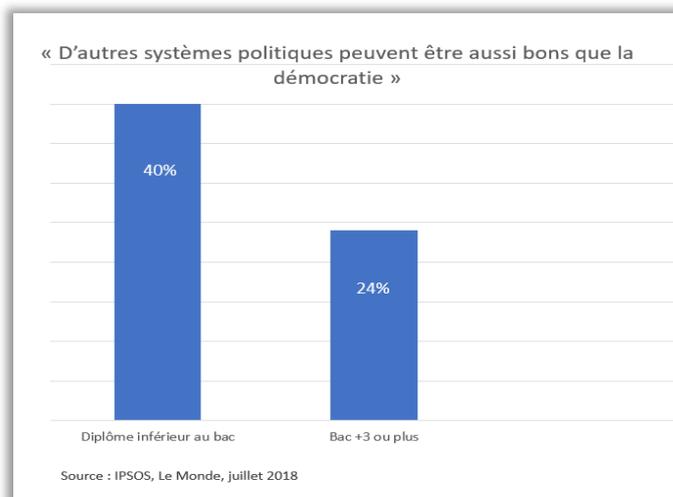


Tableau 3 :

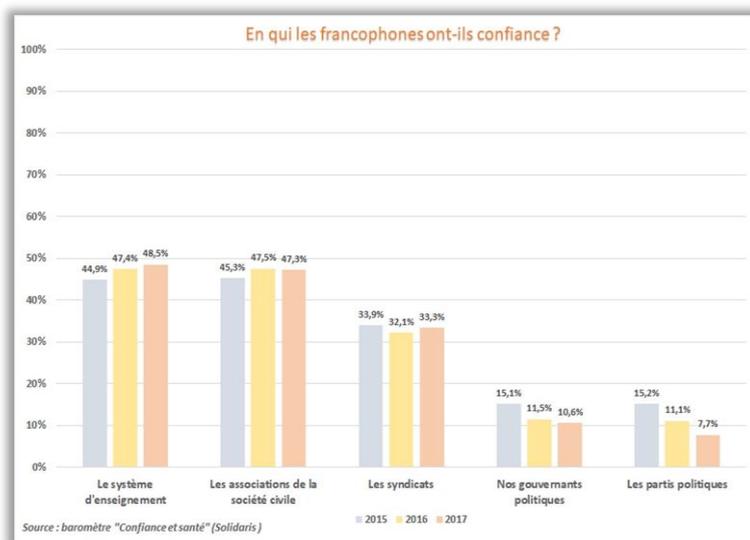


Les préférences politiques qui s'expriment ces années-ci dans de nombreux pays d'Europe et au-delà confirment l'évidence du malaise et son ampleur. Ne nous y trompons pas : le concept de la « démocratie efficace » qui fait des émules en Russie, en Turquie, en Pologne, en Hongrie et dans bien d'autres pays masque une authentique remise en cause de la démocratie libérale telle que nous la connaissons.

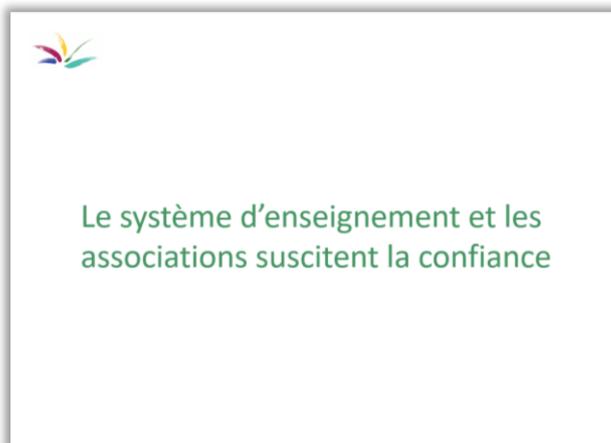
Les données disponibles dans le monde francophone de Belgique sont également édifiantes et révélatrices de l'existence d'une crise de confiance ouverte à l'égard du système politique. Les données qui apparaissent à l'écran sont extraites d'une enquête réalisée en 2017 par la mutualité « Solidaris » et portaient sur la question suivante : « en qui les francophones ont-ils confiance ? »

Il faut lire ces données en regardant les indices de confiance absolus, mais aussi leur évolution. Je vous invite à lire le tableau à partir de la droite.

Tableau 4 :



La confiance dans les partis et les gouvernants politiques qui était déjà très faible en 2015 a encore beaucoup diminué dans les enquêtes de 2016 et 2017. Les organisations syndicales se stabilisent sur la période à un niveau qu'on peut qualifier de «moyen». Les associations de la société civile et le système d'enseignement présentent quant à eux les scores parmi les plus élevés de l'enquête.



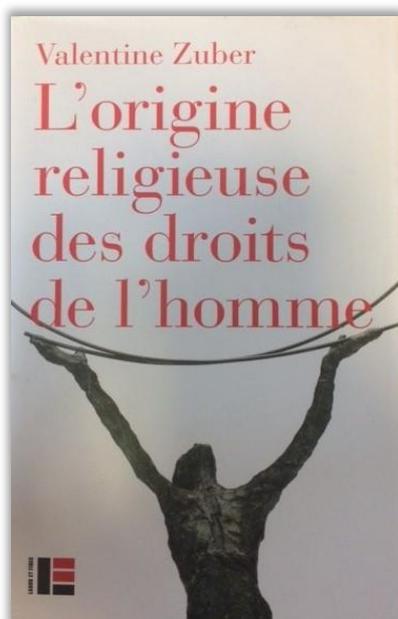
Ils sont même sensiblement croissants pour l'enseignement. La confiance dans l'école ne se dément pas, et elle semble d'ailleurs plutôt renforcée par toute la dynamique du «pacte d'excellence» qui a marqué les trois dernières années.

Mais comment penser le lien entre l'école et la démocratie ? Et, au-delà, le lien entre l'école catholique et la démocratie ? C'était, au fond, le sujet de l'ensemble de notre Université d'été. Sans vouloir synthétiser la journée ou en tirer des conclusions, le plus important pour nous est de retenir que la démocratie n'est pas seulement affaire de procédures, de systèmes électoraux, de conditions institutionnelles. Tout cela est important et nécessaire, mais pas suffisant. Plus essentiel : la démocratie ne peut pas vivre sans la culture qui la fonde et qui lui permet de se renouveler au travers des différentes époques. Affaire de procédures, la démocratie est aussi une affaire de substance !

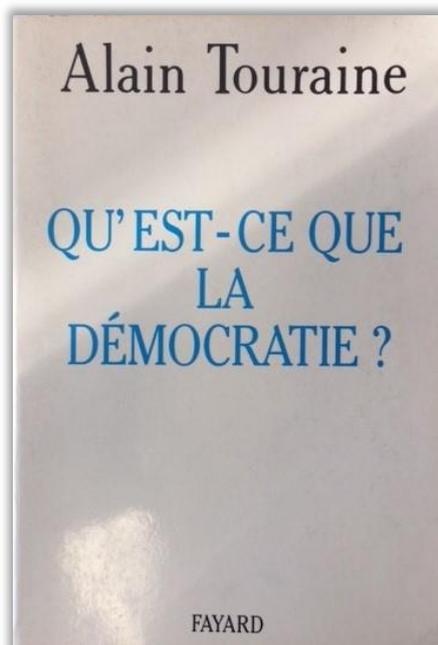


La démocratie ne peut pas vivre sans la culture qui la fonde

La consécration en droit de l'égalité des citoyens n'est pas venue de nulle part, mais constitue le point d'aboutissement d'une évolution culturelle et politique. Elle procède de la rencontre du principe de l'égalité de dignité de chacun hérité de la tradition chrétienne, avec la philosophie des Lumières et la référence à la raison. La notion de « droits de l'homme » est un produit de cette rencontre, comme en conviennent aujourd'hui les historiens les plus sérieux; apparaît à l'écran la couverture d'un ouvrage de référence sur ce sujet paru en 2017 sous la plume de Valentine Zuber, historienne et Directrice d'études à l'école pratique des hautes études à Paris.



Si la démocratie ne peut pas vivre sans la culture qui la fonde, le plus grand danger pour la démocratie, c'est alors d'être dissocié de cette culture. Ceci est exactement la thèse d'Alain Touraine qui a consacré plusieurs ouvrages à la Démocratie et à l'évolution culturelle de la modernité.



Pour Touraine, dans nos pays, le plus grand danger est celui de la dissociation entre l'univers de la rationalité instrumentale et celui des identités culturelles. Si la démocratie est menacée, dit-il, si elle a été si souvent et si brutalement détruite, c'est parce que, dans le monde contemporain, l'univers de la rationalisation et celui des identités culturelles se séparent, parce que l'univers des marchés et de l'efficacité technique et économique se sépare de plus en plus de l'univers des appartenances, des croyances et des significations.



La culture démocratique, dit-il, se définit par la combinaison de l'universel et du particulier, par l'articulation de l'univers technique et des univers symboliques, des signes et du sens. Touraine dira encore que l'occident a longtemps cru à tort que la modernité se confondait nécessairement avec le triomphe de la seule raison, avec la destruction des traditions, des appartenances, des croyances, avec ce qu'il appellera : «la colonisation du vécu par le calcul».

Dans la culture démocratique, il faut écouter aussi la volonté de l'individu et du groupe qui est d'être acteur de leur vie. Et cette culture est aussi mémoire et appartenance. La modernité est faite des complémentarités et des oppositions entre le travail de la raison, l'émancipation de l'individu, et l'enracinement dans une culture. Voilà tout un programme pour l'école, pour toutes les écoles.



Inscrire l'école dans un dialogue entre
le travail de la raison, l'émancipation
de l'individu et l'enracinement dans
une culture

C'est un programme aussi pour l'école catholique qui le met en œuvre à la lumière de sa tradition propre. J'ai, à cet égard, choisi à titre d'illustration, un extrait du texte « Mission de l'école chrétienne » qui apparaît à l'écran.



« En transmettant aux enfants et aux jeunes une part de l'héritage culturel, en leur permettant de se doter des savoirs et des savoir-faire utiles, en les aidant à faire des choix éthiques, à développer un rapport personnel à l'art, à faire l'expérience de démarches spirituelles et religieuses et en laissant interroger les uns par les autres, l'école catholique contribue à la construction de l'identité personnelle et à la capacité de donner du sens à sa vie, de manière adaptée aux différents âges des élèves. »

Congrès 2002, extrait des orientations

J'en viens naturellement à la question de l'éducation religieuse, philosophique et citoyenne qui est au cœur du débat public depuis de nombreuses années. La manière d'enseigner la religion — ou de ne pas l'enseigner — est fondamentale si on s'intéresse aux fondements culturels de la démocratie. L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a d'ailleurs émis plusieurs recommandations sur ce sujet, et notamment celle-ci qui date de 1999.



« Revoir les cursus scolaires afin de promouvoir une meilleure connaissance des différentes religions, et que l'éducation religieuse ne se fasse pas au détriment de l'enseignement des religions en tant que partie intégrante de l'histoire, de la culture et de la philosophie de l'humanité. »

*Recommandation 1396 (1999) « Religion et démocratie »
Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe*



« Une bonne connaissance générale des religions et par conséquent un sens de la tolérance sont indispensables à l'exercice de la citoyenneté démocratique (...) La connaissance des religions fait partie intégrante de celle de l'histoire des hommes et des civilisations. Elle est tout à fait différente de la croyance en une religion donnée et sa pratique. Même les pays où une confession est largement prédominante se doivent d'enseigner les origines de toutes les religions plutôt que d'en privilégier une ou de promouvoir le prosélytisme. »

*Recommandation 1720 (2005) « Education et Religion »
Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe*

Ces recommandations donnent évidemment à penser dans notre Fédération Wallonie-Bruxelles, où la laïcité militante donne volontiers le ton et où son militantisme a entraîné l'enseignement officiel dans un mouvement de réduction voire de suppression progressive de l'éducation religieuse. Une évolution qui n'est pas sans risque. Comme l'avait bien compris en son temps Régis Debray dans un célèbre rapport sur le sujet,



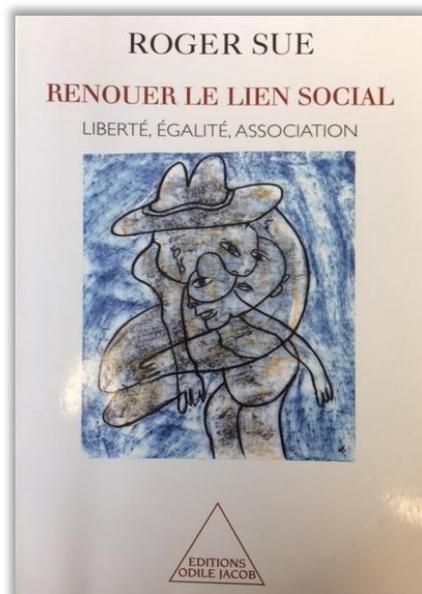
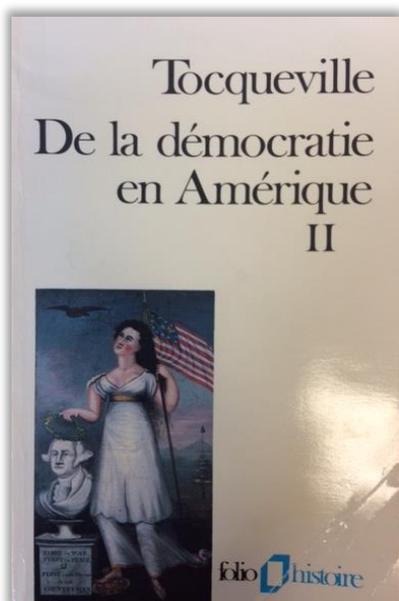
« La disparition chez de nombreux élèves de toute référence à une culture religieuse leur rend inaccessible et inintelligible une part essentielle de leur propre héritage, mais aussi du monde contemporain »

Régis Debray

Une question centrale est donc bien celle du rapport entre religion et culture. Parce que les religions constituent une composante essentielle des cultures humaines, et parce qu'une culture sans ouverture spirituelle engendre son symétrique qui peut être très dangereux : celui des adhésions religieuses sans culture et sans confrontation avec la raison. S'ouvre alors la voie du fanatisme religieux qui est une pathologie de la religion.

J'en viens à mon dernier point qui a trait au modèle d'organisation de l'enseignement catholique. Le Secrétariat général de l'enseignement catholique, le SeGEC, représente et coordonne les 800 pouvoirs organisateurs de l'enseignement libre catholique. Les pouvoirs organisateurs sont tous des associations libres, des ASBL, responsables de l'organisation des écoles, voire de leur création. Ils exercent également la fonction d'employeur à l'égard des enseignants et des différentes catégories de membres du personnel. Ces PO, dont on parle trop peu et qui réunissent environ 10.000 bénévoles, rendent des services inestimables et indispensables au bon fonctionnement des écoles et au « vivre ensemble » dans notre société. Rappelez-vous du transparent présenté en début d'exposé et faisant apparaître l'indice de confiance élevé dont sont créditées les associations de la société civile. La contribution des associations au « vivre ensemble » dans les régimes démocratiques a été théorisée par de nombreux auteurs, à commencer par Tocqueville lui-même, qui a consacré un

chapitre de son ouvrage de référence sur la Démocratie en Amérique à la manière dont les Américains combattent l'individualisme par l'intermédiaire des institutions libres et des associations. D'autres, plus près de nous, comme Roger Sue ont actualisé les mêmes intuitions.



Chers collègues,

Chers amis,

L'heure est venue de conclure et de remercier chacune et chacun d'entre vous pour sa présence et sa participation qui ont assuré le succès de cette Université d'été. Je remercie tout particulièrement l'ensemble des intervenants et l'équipe qui a organisé la journée sous la conduite éclairée de Guy Selderslagh.

Bonne fin de journée à tous et excellente rentrée!

Étienne MICHEL